

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

ARKEA CREDIT BAIL

Société par actions simplifiée au capital de 24 368 000 €.
Siège social : 255, route de Saint Malo, 35000 Rennes.
N° Siren : 384 288 684 R.C.S. Rennes.

Documents comptable annuels approuvés par l'assemblée générale du 2 mai 2012.

I. – Bilan au 31 décembre 2011.

(En milliers d'euros).

Actif	31/12/2010	31/12/2011
Caisse, banques centrales, c.c.p.	0,00	0,00
Effets publics et valeurs assimilées	0,00	0,00
Créances sur les établissements de crédit	20 818 506,44	40 221 497,99
Opérations avec la clientèle	1 761 243,32	1 203 996,05
Obligations et autres titres à revenu fixe	0,00	0,00
Actions et autres titres à revenu variable	0,00	0,00
Participations et autres titres détenus à long terme	320,14	320,14
Parts dans les entreprises liées	0,00	0,00
Crédit-bail et location avec option d'achat	481 348 843,93	601 741 882,41
Location simple	20 950,89	4 984 640,41
Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	6 780,90	4 877,35
Capital souscrit non verse	8 196 000,00	8 196 000,00
Actions propres	0,00	0,00
Comptes de négociations et de règlement	0,00	0,00
Autres actifs	2 389 331,89	4 841 607,36
Comptes de régularisation	17 651,40	713 576,29
Total de l'actif	514 559 628,91	661 908 398,00

Passif	31/12/2010	31/12/2011
Banques centrales, c.c.p.	0,00	0,00
Dettes envers les établissements de crédit	422 544 188,28	566 007 421,78
Opérations avec la clientèle	28 567 878,00	33 066 540,57
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	5 741 005,30	8 342 713,40
Comptes de régularisation	5 411 920,83	8 600 244,12
Comptes de négociation et de règlement		
Provisions pour risque et charges	700 972,51	662 435,01
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		
Capitaux propres hors FRBG	51 593 663,99	45 229 043,12
Capital souscrit	24 368 000,00	24 368 000,00

Primes d'émission	11 232 320,00	11 232 320,00
Réserves	7 755 533,61	7 755 533,61
Ecart de réévaluation	0,00	0,00
Provisions règlementées et subventions d'investissement	7 856 004,97	6 406 686,36
Report à nouveau (+/-)	444 771,28	- 110 093,59
Résultat de l'exercice (+/-)	- 62 965,87	- 4 423 403,26
Total du passif	514 559 628,91	661 908 398,00

Hors-bilan	31/12/2010	31/12/2011
Engagements donnés		
Engagements de financement	53 108 974,18	49 247 632,29
Engagements de garantie		
Engagements sur titres		
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	187 874 708,51	226 972 772,35
Engagements sur titres		
Engagements pris en matière de retraites pensions et indemnités assimilées		

II. – Compte de résultat publiable non consolidé au 31 décembre 2011.

(En milliers d'euros).

	Exercice 31/12/2011	Exercice 31/12/2010
+ Intérêts et produits assimilés	439 280,27	46 414,44
- Intérêts et charges assimilés	- 13 342 131,81	- 8 858 525,75
+ Produits sur opérat. de crédit-bail et LOA	97 253 229,89	71 754 778,83
- Charges sur opérat. de crédit-bail et LOA	- 85 273 775,69	- 61 329 062,94
+ Produits sur opérations de location simple	1 150 661,40	37 073,83
- Charges sur opérations de location simple	- 1 069 718,58	- 60 329,95
+ Revenus des titres à revenu variable	0,00	0,00
+ Commissions (Produits)	0,00	0,00
- Commissions (Charges)	- 15 716,91	- 3 320,48
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0,00	0,00
+/- Gains ou Pertes sur opérations des portefeuilles de placement	0,00	0,00
+ Autres produits d'exploitation bancaire	1 866 340,71	2 648 204,12
- Autres charges d'exploitation bancaires	- 50 938,99	- 640 587,25
Produit net bancaire	957 230,29	3 594 644,85
- Charges d'exploitation générale	- 5 434 674,39	- 3 589 762,39
- Dotations aux amort et aux prov° incorporelles et corporelles	- 1 903,56	- 8 842,30
Résultat brut d'exploitation	- 4 479 347,66	- 3 959,84
+/- Coût du risque	- 280 066,23	190 351,87
Résultat d'exploitation	- 4 759 413,89	186 392,03
+/- Gains ou pertes sur Actifs immobilisés		
Résultat courant avant impôt	- 4 759 413,89	186 392,03
+/- Résultat exceptionnel	87 214,63	0,00
- Impôt sur les bénéfices	248 796,00	- 249 358,00
+/- Dotation/Reprise de FRBG et provisions réglementées	0,00	0,00
Résultat net	- 4 423 403,26	- 62 965,97

III. – Affectation du résultat.

(En milliers d'euros)	31/12/2011		31/12/2010	
	Affectations	Origines	Affectations	Origines
Report à nouveau antérieur (*)		-110		
Résultat de l'exercice		-4 423		-63
Réserve légale	951	951	951	951
Réserves facultatives	6 780	6 804	6 804	6 804
Dividendes	24		73	
Report à nouveau	-4 533		309	445
Total	3 222	3 222	8 137	8 137

(*) Le report à nouveau au 1er janvier 2011 était créditeur de 308 701,41 €. Après prise en compte de l'incidence du changement de méthode comptable de l'étalement des commissions et coûts liés à l'octroi des crédits (diminution des fonds propres de 418 795 €) ce report à nouveau est devenu débiteur de 11 063,59 €.

IV. – Annexes aux comptes sociaux.**1. Faits marquants de l'exercice.**

Le 7 novembre 2011, la société Bail Entreprises a changé de dénomination et est devenue Arkéa Crédit-Bail. Arkéa Crédit-Bail a commencé au cours des derniers mois de l'exercice 2010 une activité de financement de crédit-bail mobilier et de location financière. L'activité est montée en puissance en 2011 avec la mise enoyer de 90,8 M€ de matériel. Au cours du premier trimestre 2011, dans le cadre de la mutualisation des services supports du pôle entreprises et institutionnels, le transfert des collaborateurs du back office Arkéa crédit-bail a été effectué vers Arkéa Banque entreprises et institutionnels.

2. Principes et méthodes comptables.

Les comptes, relatifs à l'exercice 2011, ont été arrêtés le 31 Décembre à l'issue d'un exercice dont la durée est de douze mois. Ils ont été établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation et conformément aux dispositions applicables aux établissements de crédit (règlement 91.01 du Comité de la réglementation bancaire), et de la réglementation applicable aux SICOMI, pour les contrats conclus jusqu'au 31.12.95.

Par ailleurs, pour répondre aux obligations d'information qui nous sont faites, vous voudrez bien trouver ci-dessus divers tableaux complétant certains postes du bilan, hors bilan et du compte de résultat (cf. tableaux 1 à 19).

2.1 Changement de méthodes comptables.

Le Règlement CRC n°2009-03 prévoit en outre la définition et le principe de comptabilisation des coûts marginaux de transaction. L'avis décrit deux méthodes la première dite méthode actuarielle est fondée sur celle du taux d'intérêt effectif, la méthode alternative prévoit que les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours puissent désormais faire l'objet d'un étalement sur la durée effective du crédit. Nous avons retenu la méthode de l'étalement des commissions sur la durée des concours au prorata des intérêts des mêmes concours. La méthode retenue est une approche de la méthode actuarielle. Ce traitement comptable, appliqué pour la première fois cette année, n'avait pas été utilisée en 2010 car l'impact avait été considéré comme non significatif. Ce changement de méthode a un impact négatif de 418 795 € sur les capitaux propres de l'établissement au 1er janvier 2011.

— Immobilisations corporelles et incorporelles :

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition et font l'objet de plans d'amortissements déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens. Notre établissement utilise le mode d'amortissement linéaire ou le mode d'amortissement dégressif pour certains biens d'équipements mobiliers de nature industrielle, à des taux qui correspondent à la durée de vie estimée des biens (cf. tableaux 3, 7 et 8).

— Immobilisations en crédit-bail et location option d'achat.

Le communiqué du Conseil National de la Comptabilité du 6 décembre 2005 relatif aux modalités d'amortissement des immobilisations faisant l'objet d'opérations de crédit-bail a précisé que par dérogation au règlement CRC 2002-10 (méthode dite d'amortissement par composants) applicable au premier janvier 2005, les sociétés de crédit-bail doivent maintenir dans les comptes individuels de l'exercice 2005 les traitements en cours en matière d'amortissement. L'avis 2006-C du Comité d'Urgence du Conseil National de la comptabilité du 4 octobre 2006 a confirmé la pratique de l'amortissement financier pour les établissements de crédit et la non décomposition par composants des immeubles loués en crédit-bail.

La réserve latente à une date donnée est la différence entre l'encours financier des biens loués et la valeur nette comptable de ces mêmes biens à cette date. Lorsque l'encours financier est inférieur à la valeur nette comptable, cette réserve latente négative fait l'objet d'une provision. Si l'encours financier est supérieur à la valeur nette comptable, la réserve latente positive (plus-value potentielle) n'est pas comptabilisée dans les comptes sociaux.

— Crédit-bail immobilier

1) Contrats de crédit-bail immobiliers conclus antérieurement au 01.01.1996

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition et font l'objet d'un amortissement comptable linéaire sur une durée de 20 ans. Durant la première période, les amortissements comptables sont plafonnés à hauteur des amortissements financiers.

Lorsque l'amortissement comptable linéaire cumulé devient inférieur au cumul des amortissements financiers, il est constaté pour la différence une dotation aux provisions ART 64 (article 239 Sexies I du Code Général des Impôts). Seuls les frais d'acquisition sont amortis sur une durée de 3 ans (cf. tableau 8 et 15).

2) Contrats de crédit-bail immobiliers conclus entre le 01.01.96 et le 31.12.97

Dans le cadre du nouveau régime réglementaire du crédit-bail immobilier tel que défini notamment par l'article 57 de la loi 95-115 du 14.02.1995, l'article 45 de la loi de finance 94-1163 du 29.02.1994 et l'instruction du 12.12.1995, la Société a bénéficié de l'option, faite BAIL II, pour le régime particulier défini au paragraphe 59 et suivants de l'instruction précitée.

Ce régime se distingue de celui utilisé jusqu'à ce jour par la Société sur deux points :

- La durée d'amortissement des immobilisations devient dans tous les cas égale à la durée du contrat et suit les modalités de l'amortissement, le plus souvent financier, retenu dans le barème client pour la détermination du prix de vente à l'issue du contrat.
- Les frais d'acquisition de l'immeuble sont désormais obligatoirement amortissables selon l'amortissement de type financier retenu pour le contrat en cause. L'amortissement linéaire sur trois ans est donc exclu. Toutefois, les amortissements financiers retenus dans un contrat considéré seront réputés amortir par priorité lesdits frais d'acquisition.

3°) Contrats conclus depuis le 1er Janvier 1998

Il est fait application de régime de droit commun prévu au paragraphe 55 de l'instruction du 12.12.1995 à savoir :

- Les immobilisations sont amorties linéairement, soit 25 ans pour les constructions en dur et 20 ans pour les autres constructions. Quant aux frais d'acquisition, ils sont amortis sur 3 ans (cf. tableaux 8 et 14).
- La constitution d'une provision spéciale pour étaler la prise en charge de la perte supportée en fin de contrat du fait d'un prix de levée d'option plus faible que la valeur nette comptable de l'immeuble.

Au 31 décembre 2011 le montant de la réserve latente négative provisionnée est de 11 564 €, la réserve latente positive s'élève à 6 518 135 €.

— Crédit-bail mobilier et location financière

Les dispositions de l'avis d'urgence n°2006-c du 4 octobre 2006 s'applique également à l'activité de crédit-bail mobilier et location financière. La société comptabilise ses immobilisations pour leurs valeurs historiques, diminués des amortissements cumulés qui sont calculés sur la durée de vie estimée du bien selon le mode linéaire ou dégressif lorsque la législation fiscale le permet.

Au 31 décembre 2011 le montant de la réserve latente négative provisionnée est de 2 489 227,54 €, le montant de la réserve latente positive s'élève à 4 592 724,92 €

— Immobilisations en location simple et temporairement non-louées :

La durée d'amortissement retenue est la durée restant à courir lors du passage en location simple ou en immobilisation temporairement non louée.

Les immobilisations en location simple et en TNL ont été provisionnées sur la base d'une évaluation externe ou en fonction d'un taux de rendement défini par rapport à des loyers normatifs.

— Enregistrement des produits et des charges :

Conformément aux règles édictées par le plan comptable général, les produits rattachés à l'exercice, sont les produits acquis à cet exercice (y compris les produits à recevoir et sous déduction des produits perçus d'avance). Les intérêts sont comptabilisés prorata temporis.

Il en va de même pour les charges d'exploitation où le rattachement à l'exercice s'opère principalement par rapport à la notion de consommation de l'exercice (y compris charges à payer et sous déduction des charges constatées d'avance).

— Créances douteuses et provisions sur créances douteuses :

Le déclassement en créances douteuses des crédits clientèle ainsi que l'évaluation des provisions pour dépréciation desdits crédits sont effectués conformément à la note méthodologique n° 1 des dispositions relatives aux états périodiques (D.R.E.P.), à savoir :

— Créances douteuses (Tableau 12) :

Le déclassement en douteux intervient dès lors qu'ils comportent un impayé depuis plus de 6 mois.

Les créances douteuses sont provisionnées dossier par dossier, en tout ou en partie, dès lors qu'il résulte de l'examen, in concreto de l'ensemble des paramètres du dossier à l'époque considérée, que le recouvrement de ladite créance est compromis d'autant.

Pour les dossiers contentieux, une provision pour dépréciation d'actif est constituée dès lors qu'un faisceau d'indices graves et concordants permet d'acquiescer la certitude motivée que la valeur nette de l'immeuble considérée dans les comptes sociaux présente une surévaluation significative et irréversible par rapport à sa valeur de marché.

— Consolidation :

Enfin, on rappellera que l'ensemble des comptes fait l'objet d'une consolidation par la « CREDIT MUTUEL ARKEA »

— Indemnités de résiliation :

Elles sont comptabilisées et provisionnées à 100 % pour notre quote-part.

3. Informations sur les postes du bilan et du compte de résultat.

Tableau 1. Répartition des créances selon la durée résiduelle.

Rubriques	D < 3 mois	3 M < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	Dont créances rattachées
Créances sur établissements de crédit	40 221 497,99				34 386,44
Créances sur la clientèle dont :	71 387,55	217 166,72	915 441,78	0,00	0,00
-autres concours à la clientèle	71 387,55	217 166,72	915 441,78	0,00	

Tableau 2. Répartition des dettes selon la durée résiduelle.

Rubriques (*)	D < 3 mois	3 m < d < 1 an	1 an < d < 5 ans	D > 5 ans
Dettes envers les établissements de crédit	13 610 461,19	110 692 284,44	214 945 885,37	223 021 290,36
Dettes envers les partenaires crédit-bail	855 581,59			
Dettes envers les partenaires Location Simple	0,00			
Créances rattachées	2 881 918,83			
Total	17 347 961,61	110 692 284,44	214 945 885,37	223 021 290,36

(*) Les montants incluent les dettes rattachées.

Total général	566 007 421,78
---------------	----------------

Tableau 3. Immobilisations incorporelles.

Valeurs brutes :

Nature	Situation Au 01/01/11	Acquisition	Cession	Situation Au 31/12/11
Logiciels	568 184,55	0,00	0,00	568 184,55

Amortissements :

Détail	Montant en début d'exercice	Dotation	Cession	Montant en fin d'exercice
Logiciels	568 184,55	0,00	0,00	568 184,56

Tableau 4. Ventilation des emplois, ressources et engagements au 31/12/2011.

	Entreprises liées	Entreprises lien de participation	Autres entreprises	Total
Emplois				
Créances sur les établissements de crédit	38 588 081,42	0,00	1 633 416,57	40 221 497,99
A vue	38 553 694,98		1 633 416,57	
A terme	34 386,44			
Créances sur la clientèle	0,00	0,00	1 203 996,05	1 203 996,05
Autres concours à la clientèle			1 203 996,05	
Comptes ordinaires débiteurs				
Ressources				
Dettes envers les établissements de crédit	539 009 819,91	0,00	26 997 601,87	566 007 421,78
A vue	2 525 068,33		1 212 432,09	
A terme	536 484 751,58		25 785 169,78	
Comptes créditeurs de la clientèle	0,00	0,00	33 066 540,57	33 066 540,57
Autres dettes-à vue				
Autres dettes-à terme			33 066 540,57	
Engagements donnes	0,00	0,00	49 247 632,29	49 247 632,29
Engagements en faveur de la clientèle			49 247 632,29	
Engagements reçus	188 425 369,40	0,00	38 547 402,95	226 972 772,35
Engagements de financement				
Engagements de garantie				
Reçus d'établissements de crédit	188 425 369,40	0,00	38 547 402,95	

Tableau 5. Détail des créances et des dettes rattachées.

	Actif créances	Passif dettes
--	----------------	---------------

Etablissements de crédit	34 386,44	2 881 918,83
A vue	34 386,44	0,00
A terme	0,00	2 881 918,83
Clientèle	4 361 717,28	0,00
A vue	4 361 717,28	0,00
A terme	0,00	0,00

Tableau 6. Bilan Actif : Ventilation de divers postes au 31/12/11.

	Montant
Ventilation des autres actifs	4 841 607,36
Débiteurs divers	4 841 607,36
Dont créance de carry back de 247 620 €	
Ventilation des comptes de régularisation	713 576,29
Charges constatées d'avance	713 576,29
Comptes de régularisation	0,00

Tableau 7. Immobilisations corporelles au 31/12/2011.

Valeurs brutes :

Nature	Situation au 01/01/11	Acquisition	Cession	Transfert	Situation au 31/12/11
Immobilisations d'exploitation					
Terrains					
Constructions					
Autres	127 251,44	0,00	0,00		127 251,44

Amortissements :

Détail	Montant en début d'exercice	Dotation	Cession	Transfert	Montant en fin d'exercice
Immobilisations d'exploitation					
Terrains					
Constructions					
Autres	120 470,53	1 903,56	0,00		122 374,09

Tableau 8. Crédit-bail et location avec option d'achat au 31/12/11.

	Montants bruts	Amortissements provisions	Montants nets
Immobilisations en service	842 716 916,67	318 033 280,15	524 683 636,52
Terrains	79 276 171,13	0,00	79 276 171,13
Constructions	661 039 225,58	293 830 558,45	367 208 667,13
Aménagements	7 181 186,24	2 531 825,00	4 649 361,24
Frais	10 559 689,73	8 103 611,70	2 456 078,03
Matériel	84 660 643,99	13 567 285,00	71 093 358,99
Immobilisations I.T.N.L. (*)	2 195 247,71	1 221 425,66	973 822,05
Terrains	106 374,28	0,00	106 374,28
Aménagements	0,00	0,00	0,00
Frais	3 912,69	3 912,69	0,00
Constructions	2 067 713,01	1 214 087,38	853 625,63

Matériel	17 247,73	3 425,59	13 822,14
Immobilisations en cours	73 129 196,99	0,00	73 129 196,99
Terrains et constructions	68 918 422,20	0,00	68 918 422,20
Frais	634 753,93	0,00	634 753,93
Matériel	3 576 020,86	0,00	3 576 020,86
Créances et comptes rattachées	4 361 717,28	1 406 490,41	2 955 226,87
Créances ordinaires	1 922 878,10	0,00	1 922 878,10
Créances douteuses	1 420 862,77	1 406 490,41	14 372,36
Produits à recevoir	1 017 976,41	0,00	1 017 976,41
	922 403 078,65	320 661 196,22	601 741 882,43

(*) Immobilisations temporairement non louées.

Tableau 9. Location simple au 31/12/2011.

	Montants bruts	Amortissements provisions	Montants nets
Immobilisations	6 414 214,05	1 429 573,64	4 984 640,41
Terrains	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00
Frais	0,00	0,00	0,00
Aménagements	0,00	0,00	0,00
Matériel	6 414 214,05	1 429 573,64	4 984 640,41
Créances et comptes rattachées	0,00	0,00	0,00
Créances ordinaires	0,00	0,00	0,00
Créances douteuses	0,00	0,00	0,00
Produits à recevoir	0,00	0,00	0,00
	6 414 214,05	1 429 573,64	4 984 640,41

Tableau 10. Titres composant le capital social au 31/12/11.

Catégorie de titres	Nombre de titres		Valeur Nominale	Etendue des droits
	A la clôture de l'exercice	Créés pendant l'exercice		
Actions ordinaires	2 436 800		10,00	- Droit aux bénéfices - Droit aux décisions d'assemblée

Au 31 décembre 2011 le montant du capital souscrit non versé s'élève à 8 196 000 €.

Tableau des variations des capitaux propres (Hors subvention d'investissement) :

Capitaux propres à la clôture de l'exercice 2010 avant affectation du résultat 2010	43 800 625,79
Affectation du résultat à la situation nette selon l'Assemblée Générale du 20 avril 2011	-136 069,87
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2010	43 664 555,92
Variation de l'exercice	
Impact Changement de méthode	-418 795,00
Capitaux propres au bilan de clôture avant Assemblée Générale	43 245 760,92

Tableau 11. Intérêts au 31/12/2011.

Charges :

Montants

Opérations avec les établissements de crédit	13 069 580,29
Opérations avec la clientèle	272 551,52
Commissions	15 716,91
Avec les établissements de crédit	15 716,91

Produits :

	Montants
Opérations avec les établissements de crédit	174 623,35
Sur les comptes à vue	174 623,35
Opérations avec la clientèle	264 656,92

Tableau 12. Dotations et reprises de provisions au 31/12/11.

	Situation au 01/01/11	Dotations	Reprises	Situation au 31/12/2011
Sur créances douteuses en crédit-bail	883 003,62	665 598,78	547 588,08	1 001 014,32
Sur créances douteuses en location simple	0,00	0,00	0,00	0,00
Sur indemnités de résiliation	623 773,87	106 209,86	324 507,64	405 476,09
	1 506 777,49	771 808,64	872 095,72	1 406 490,41

Tableau 13. Ventilation des commissions par catégorie d'opérations au 31/12/2011.

	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit	15 716,91	0,00
6019 Frais de courtages sur emprunts		
6019 Commissions de compte		
608 Frais tenue de compte	1 710,54	
608 Frais sur encaissements	14 006,37	
6029 Commissions		
Opérations avec la clientèle	0,00	0,00
Total (code poste 090)	15 716,91	
Total (code poste 080)		0,00

Tableau 14-a. Immobilisation en crédit-bail immobilier.

Immobilisations corporelles.

Valeurs brutes :

Nature	Situation au 01/01/11	Acquisition	Cession	Transfert	Situation au 31/12/11
Immobilisations d'exploitation					
Terrains					
Constructions					
Autres	127 251,44	0,00	0,00		127 251,44
Immos. Hors exploitation					
Terrains					
Constructions					
Autres					
Immobilisations en location simple	0,00				0,00

Immobilisations en crédit-bail et L.O.A.	701 800 055,00	99 815 797,31	40 595 689,29	-2 963 890,34	758 056 272,68
Immobilisations temporairement non louées	2 059 999,98	0,00	2 028 962,10	2 146 962,10	2 177 999,98
Immobilisations en cours	62 783 520,86	106 585 452,58	0,00	-99 815 797,31	69 553 176,13
Totaux	766 770 827,28	206 401 249,89	42 624 651,39	-100 632 725,55	829 914 700,23

Amortissements :

Détail	Montant en début d'exercice	Dotation	Cession	Transfert	Montant en fin d'exercice
Immobilisations d'exploitation					
Terrains					
Constructions					
Autres	120 470,53	1 903,56	0,00		122 374,09
Immos. Hors exploitation					
Terrains					
Constructions					
Autres					
Immobilisations en location simple	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations en crédit-bail et L.O.A.	195 984 050,59	32 335 076,24	19 910 961,34	-587 530,32	207 820 635,17
immobilisations temporairement non louées	530 272,91	105 603,79	543 309,97	587 530,32	680 097,05
Totaux	196 634 794,03	32 442 583,59	20 454 271,31	0,00	208 623 106,31

Tableau 14-b. Immobilisations en crédit-bail mobilier et location financière.

Valeurs brutes :

Nature	Situation au 01/01/11	Acquisition	Cession	Transfert	Situation au 31/12/11
Immobilisations en crédit-bail et L.O.A.	377 620,78	84 455 519,85	126 448,91	-46 047,73	84 660 643,99
immobilisations location financière	21 511,28	6 392 702,77	0,00	0,00	6 414 214,05
immobilisations temporairement non louées	0,00	0,00	28 800,00	46 047,73	17 247,73
immobilisations en cours	0,00	94 424 243,48	0,00	-90 848 222,62	3 576 020,86
Totaux	399 132,06	185 272 466,10	155 248,91	-90 848 222,62	94 668 126,63

Amortissements :

Détail	Montant en début d'exercice	Dotation	Cession	Transfert	Montant en fin d'exercice
Immobilisations en crédit-bail et L.O.A.	1 493,92	7 752 405,37	9 912,83	-5 586,94	7 738 399,52
Immobilisations location financière	164,52	778 204,22	0,00	0,00	778 368,74
immobilisations temporairement non louées	0,00	718,65	2 880,00	5 586,94	3 425,59
Amortissement dérogatoire	395,87	3 991 821,39	4 354,42		3 987 862,84
Totaux	2 054,31	12 523 149,63	17 147,25	0,00	12 508 056,69

Tableau 15. Tableau des provisions au 31/12/11.

Situations et mouvements	Provisions au 31/12/2010	Augmentations	Diminutions	Transfert	Provisions au 31/12/2011
		Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		
Provisions pour risques	68 594,00	0,00	6 929,00	0,00	61 665,00
Provisions pour pertes et charges	632 378,51	50 938,99	82 547,49	0,00	600 770,01

Provisions art. 64	88 315 209,99	19 868 304,13	10 472 562,74	0,00	97 710 951,38
-Sur CBI	88 315 209,99	17 670 590,95	10 472 562,74	0,00	95 513 238,20
-Sur CBM et LOA	0,00	2 197 713,18	0,00	0,00	2 197 713,18
Provisions réserve latente	0,00	291 514,36	0,00	0,00	291 514,36
-Sur location financière	0,00	291 514,36	0,00	0,00	291 514,36
Provisions pour dépréciation	3 167 743,06	191 340,74	1 686 059,08	0,00	1 673 024,72
-Sur I.T.N.L.	82 276,00	92 016,74	78 854,70	445 465,00	540 903,04
-Sur location simple	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
-Sur CBI	3 085 467,06	99 324,00	1 607 204,38	-445 465,0	1 132 121,68
	92 183 925,56	20 402 098,22	12 248 098,31	0,00	100 337 925,47

Tableau 16. Bilan Passif : Ventilation de divers postes au 31/12/11.

	Montant
Ventilation des autres passifs	8 342 713,40
Créditeurs divers	8 342 713,40
Ventilation des comptes de régularisation	8 600 244,12
Produits constatés d'avance	7 476 916,95
Charges à payer	1 123 327,17
Ventilation des provisions pour risques et charges	662 435,01
Risques	61 665,00
Charges	600 770,01

Tableau 17. Créances douteuses (Encours financiers et impayés).

	31/12/2011	31/12/2010
Créance douteuses brutes	21 039 273,29	20 441 282,34
(Encours financier et impayés)		
Dont douteux compromis	2 767 250,55	3 094 219,08
Provisions pour dépréciation	3 047 128,82	3 635 803,69
Dont provisions douteux compromis	998 630,76	1 243 960,50

Tableau 18. Opérations avec des entreprises liées.

	31/12/2011	31/12/2010
Actif		
- créances	38 588 081,42	17 686 061,78
Total des emplois	38 588 081,42	17 686 061,78
Passif		
- Dettes	539 009 819,91	389 484 481,00
- dettes représentées par des titres		
Total des ressources	539 009 819,91	389 484 481,00
Engagements donnés		
-De financement		
-De garantie		
Total		
Engagements reçus		
-De financement		
-De garantie	188 425 369,40	151 644 153,68

Total	188 425 369,40	151 644 153,68
-------	----------------	----------------

Tableau 19

Passif social :

Les engagements sociaux au 31/12/2011 s'élèvent à 145 239 € contre 249 361 € au 31/12/2010. Le tableau suivant présente les montants couverts par un contrat d'assurance ainsi que les montants provisionnés au 31/12/2011.

Le calcul de ces engagements sociaux se base sur les hypothèses suivantes : la date de départ à la retraite a été fixée à 63 ans et le taux d'actualisation retenu est de 4,75 % et le taux d'inflation est de 1,90 %.

Au 31/12/2011	Engagements sociaux	Dont provision comptabilisée	Dont montant assuré	Engagements non garantis
IFC	43 571	0	44 343	0
MDT	49 943	0	51 820	0
Sur complémentaire	51 725	16 665	35 060	0

Effectif :

Statut	Effectif ETP au 31/12/2011		
	Salariés	Mis à disposition	Total
Employé	4,64	13,2	17,84
Cadre	13,46	7,58	21,04

V. – Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2011.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ARKEA CREDIT BAIL, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « changement de méthodes comptables » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable lié à la première application au 1er janvier 2011 du règlement n° 2009-03 du Comité de la Réglementation Comptable relatif à la comptabilisation des coûts marginaux de transaction.

2 – Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2011 ont été réalisées dans un environnement incertain, lié à la crise des finances publiques de certains pays de la zone euro (et en particulier de la Grèce), qui est accompagnée d'une crise économique et d'une crise de liquidité, qui rend difficile l'appréhension des perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

– Changement de méthode comptable

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé du changement de méthode comptable mentionné dans la première partie de notre rapport et de la présentation qui en a été faite.

– Risque de crédit

Comme indiqué dans les principes et méthodes comptables de l'annexe aux comptes annuels, votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à son activité. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, aux méthodologies de dépréciations et à la couverture des pertes de valeur.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Courbevoie et à Brest, le 02 avril 2012.

Les commissaires aux comptes :

STERENN
Pascale CHARLIER

MAZARS
Franck BOYER

VI. – Rapport de gestion.

En application du règlement n° 94-03 du Comité de la réglementation bancaire et financière, le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante : ARKEA CREDIT BAIL 255, rue de St-Malo, 35011 RENNES Cedex.

1202193